

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2014

Interpellation déposée par Monsieur Abdellah Achaoui, Conseiller communal, relative à la politique sportive et au dysfonctionnement et mécontentement de certaines équipes sportives.

Monsieur l'Echevin, force est de constater que Facebook est un outil d'information fortement utilisé. Il permet aisément au citoyen d'exprimer son point de vue, de faire connaître son mécontentement et de faire entendre ses revendications diverses. Récemment, notre club-phare qui évolue en Nationale, a dû s'expatrier dans une autre Commune pour jouer son match de championnat ! Faute de cette solution de dernière minute, l'équipe aurait enregistré un forfait et une amende. Cette mésaventure s'est déjà produite par le passé. Outre ces faits précis, il faut signaler aussi certains dysfonctionnements comme, par exemple, ceux du club *RWDM-FC Brussels* – ce dossier fera l'objet d'une interpellation toute particulière – ou encore la fermeture de la piscine qui a été longuement évoquée, ainsi que les travaux de la Salle du Sippelberg et les retards qu'ils accusent, retards largement relatés dans Facebook. Ce qui, incontestablement, porte atteinte à l'image de notre Commune et à l'Echevinat des Sports en général. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que la pratique des sports est essentielle à tous points de vue. Les recommandations incessantes vont dans ce sens et nous encourageant tous à la pratique d'un sport. Cependant, les recommandations et la volonté ne suffisent pas, il faut des moyens et une réelle politique sportive. Et c'est là où les choses semblent se compliquer. En effet, après analyse des moyens budgétaires largement insuffisants programmés pour 2013 et 2014, on ne voit pas comment vous comptez redynamiser la nouvelle politique sportive avec une marge de manœuvre budgétaire quasiment inexistante. Vous avez prôné le changement et l'innovation, mais de quel changement parliez-vous et à quand cette fameuse innovation ?

Outre ces interrogations, voici mes questions précises : que comptez-vous faire pour remédier définitivement à la problématique de l'équipe de foot en salle et d'autres équipes qui se voient ainsi pénalisées, ainsi que pour sensibiliser la population à davantage de sports ?

Merci beaucoup pour vos réponses.

M. le Président :

Merci Monsieur Achaoui.

Monsieur l'Echevin, vous avez la parole.

M. l'Echevin El Khannouss :

Merci Monsieur le Président.

Je vais être un tout petit peu moins gentil dans le cadre de mes réponses, parce qu'ici, on sent véritablement une animosité à travers cette interpellation qui, je le rappelle, a été présentée après que Monsieur Achaoui travaille ou plutôt collabore comme entraîneur au sein de l'école de foot. Et depuis que nous avons mis fin à cette collaboration, subitement il est sorti de sa léthargie, et enfin il a trouvé sa fonction de Conseiller communal, et c'est une très bonne chose pour le fonctionnement démocratique de notre Conseil.

Avant de répondre plus précisément à vos questions, Monsieur Achaoui, je voudrais vous dire très sérieusement par rapport à la politique sportive, il faut quand même reconnaître qu'en termes d'héritage, ce n'est pas un héritage glorieux que j'ai entre les mains. Ce soir, vous avez évoqué le problème de la piscine, mais aussi toute la gestion du FC Brussels avec tous les travaux qui devaient être faits dans les infrastructures, ainsi que le fonctionnement de Molenbeek Sport qui fonctionnait de manière très archaïque. Je voudrais vous rappeler quand même que ces structures coûtent énormément chers aux contribuables molenbeekois, parce que, en tout cas au niveau de la présidence, il y avait quelqu'un qui n'avait malheureusement pas pour ambition d'améliorer le fonctionnement et ainsi de faire des économies aux citoyens molenbeekois. Et donc, Monsieur Achaoui, le fait auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, étant très important, et je peux vous le dire, que nous sommes en train d'entamer de très grandes réformes, comme par exemple, nous sommes en train de revoir toute la structure de Molenbeek Sport, qui je vous rappelle, fonctionne depuis 20 ans de la même manière, et qui est un coût extrêmement important pour les Molenbeekois, et ceci est un travail énorme, titanesque, qui nécessite un groupe de travail, d'accompagnement avec différentes instances, que ce soit au niveau de la Fédération de la Ville de Bruxelles, au niveau de l'ADEPS, mais aussi au niveau des spécialistes des finances. Nous allons dans les prochains mois proposer une nouvelle structure juridique qui va redynamiser l'ensemble de nos infrastructures et aussi faire en sorte qu'il y ait des économies d'échelle, qu'on puisse bénéficier des moyens auxquels nous n'avons jamais pu prétendre parce que malheureusement, la direction de Molenbeek Sport, je pense ici au niveau politique évidemment, n'a jamais pris la peine de faire les démarches nécessaires pour soulager les deniers des Molenbeekois.

Et donc, par rapport au problème que vous soulevez concernant le club, d'abord je vous rappelle, cher Monsieur, que je ne suis pas responsable de la gestion des salles, que la gestion des salles et l'infrastructure se fait par le Molenbeek Sport. Donc l'Echevin des Sports ne s'occupe pas des réservations et ne peut pas savoir si une réservation a été annulée ou pas. Alors je voudrais, cher Conseiller, vous lire un courrier. Un courrier qui m'a été adressé par les responsables des deux plus importantes associations molenbeekoises, entre autres celle qui est évoquée par rapport à ce problème d'occupation de salles. Il m'a été adressé le 20 janvier, lorsque cette polémique d'occupation des salles a été commentée sur Facebook. Les responsables ont trouvé assez odieux cette récupération politique, donc ils m'ont adressé un courrier. Un courrier que je m'empresse de vous lire :

« Monsieur l'Échevin, par la présente, nous souhaitons réagir à l'interpellation au Conseil communal ce mercredi 21 janvier. »

Je vous rappelle quand même que cette interpellation date depuis quelques mois.

« La polémique concernant la salle de sports est survenue suite au fait qu'une de nos équipes de projet foot de salle Molenbeek n'a pu jouer deux rencontres en compétition à la Ligue francophone de football en salle. Très étonné des réactions politiques, nous ne comprenons pas l'ampleur des débats, surtout que celui-ci semble ne pas être basé sur les faits. Permettez-moi de vous communiquer les faits. »

Donc, Monsieur Achaoui, ça précise en fait que vous essayez de récupérer effectivement un fait qui n'a pas lieu d'être traité ici au Conseil communal.

« Permettez-moi de vous communiquer les faits. Depuis quelques années, déjà la LES et D'broej, deux associations du centre de la Commune de Molenbeek, offrent la possibilité à une centaine de jeunes entre 7 et 18 ans, de pratiquer le foot en salle. Afin de mutualiser les forces et offrir une meilleure qualité, nous avons décidé de fusionner les deux clubs à partir de la saison 2013-2014. La fusion permet la création d'un centre de formation en football en salle. Une équipe sénior en deuxième nationale sera l'image de marque du club et donne des perspectives pour les six équipes de jeunes, diabolins, pré-minimes, minimes, cadets, scolaires et l'équipe réserve. Foot salle Molenbeek veut être un moyen pédagogique et éducatif pour suivre les jeunes socialement, des écoles de devoir, des week-ends d'étude et des camps sportifs sont des outils qui permettent de faire le lien. Afin d'officialiser la collaboration entre la LES et VMGAJM, une convention a été signée fin novembre. Concernant les faits qui ont suscité la polémique, il s'agit de l'occupation d'une heure de salle de sports à la salle de Sippelberg. En effet, l'équipe réserve en compétition en troisième provinciale utilise la salle un lundi sur deux pour les rencontres à domicile. Le lundi 9 décembre, jour de l'incident, l'accès à la salle de sport nous a été refusé car la facture de la location de la salle n'aurait pas été payée. La gestionnaire de la salle a pris la liberté d'informer la Ligue francophone, ce qui était à mes yeux et aux yeux du Conseil d'association, une erreur et ça lui a été signalé, donc elle a contacté la Ligue francophone de football en salle pour annuler la rencontre. Les conséquences sont un forfait de 0/5 et une amende pour le club. Ceci a suscité une révolte auprès des bénévoles encadrants, notamment sur Facebook ».

Je vous épargne de la lecture de toute la lettre, car c'est une lettre de 3 pages. En résumé, ce qu'il faut savoir, c'est que l'occupation de la salle de sport le lundi etcétera, nous refusons toute récupération politique. Ce qui nous intéresse, c'est que les responsables politiques de cette Commune puissent œuvrer dans l'intérêt de tous les clubs sportifs de la Commune, et donc très clairement ici, Mesdames, Messieurs, il est indiqué noir sur blanc que premièrement, la Commune n'est pas responsable de ce qui s'est passé, et deuxièmement qu'il réfute toute forme de récupération. Et alors, j'invite ici les personnes qui sont tentées de faire de l'électoratisme à un cent, de faire attention avant d'instrumentaliser les jeunes des clubs sportifs de notre Commune. Ça, c'est une deuxième chose.

Troisième chose par rapport au budget, et bien, oui Monsieur Achaoui, les budgets sont les mêmes, ils n'ont pas évolué, ce sont les mêmes. Et nous allons, je vais vous le dire en guise d'introduction, nous allons réorganiser Molenbeek Sport. Nous avons l'ambition de le transformer en réseau sportif, avec une reconnaissance ADEPS qui va nous donner des moyens importants, nous allons pouvoir faire des économies d'échelle, des économies en recevant des subventions pour engager du personnel, et donc nous allons ainsi pouvoir utiliser au mieux les moyens dont nous disposons, parce que nous n'avons pas de moyens élastiques, et ça, nous l'assumons, en faisant en sorte de gérer les moyens financiers de la Commune avec parcimonie, et contrairement à ce que vous insinuez, nous ne sacrifions pas les clubs de sport, nous ne sacrifions pas nos jeunes en faveur d'autres postes.

Merci.

M. le Président :

Je donne la parole à Monsieur Achaoui.

M. Achaoui :

Merci Monsieur le Président.

Deux petites précisions, c'est vrai que vous avez été méchant, moi je vais être plus vrai. Concernant la situation du RWDM, je n'étais pas entraîneur, j'étais directeur sportif adjoint, nuance ! Donc, je vous rappelle quand même qu'il y a une différence importante.

Deuxième élément, je vous rappelle que nous sommes tous des Conseillers communaux, donc nous sommes des représentants des citoyens, d'individus, on est là pour relayer un certain nombre de problèmes, sinon quelle est notre utilité ? Qu'il soit important ou pas, conséquent ou pas, mais notre devoir est de conscientiser. Je peux comprendre que vous ne soyez pas responsable en ligne direct, néanmoins vous êtes responsable de l'infrastructure sportive et la gestion des salles fait partie de cette gestion. Donc, c'est trop facile de venir évoquer aujourd'hui que vous n'êtes pas responsable, que ce sont d'autres qui sont responsables, c'est beaucoup trop facile. Donc cela demande quand même une prise de responsabilité.

Deuxième élément par rapport à des éléments qui sont beaucoup plus probants, vous dites que les moyens sont les mêmes qu'en 2013. Je vous rappelle quand même, et les chiffres sont là, un exemple : sport – subside aux organismes était de 108.000 euros, il n'est plus que 102.000 euros pour 2014.

M. l'Echevin El Khannouss :

C'est énorme, c'est extraordinaire.

M. Achaoui :

Attendez, attendez, j'y arrive. Un autre poste, c'est bien que vous me rappeliez le subside régional pour les clubs sportifs, les 500.000 euros ne sont plus que 350.000 euros.

M. l'Echevin El Khannouss :

Régional. Voilà, vous le dites, régional. Qu'est-ce que la Commune a à voir ? Arrêtez de dire des bêtises.

M. Achaoui :

Attendez, laissez-moi aller jusqu'au bout.

M. le Président :

Allez-y, Monsieur Achaoui.

M. Achaoui :

Un bon Echevin, c'est celui qui trouve les outils. Alors, si pour vous, aujourd'hui, l'entité régionale ne constitue pas en soi un outil important, alors on peut barrer, supprimer un certain nombre de compétences au niveau local. Pour un certain nombre de choses, vous dites que vous êtes le tributaire d'un certain nombre de subides au niveau régional. Et aujourd'hui, comme par hasard aujourd'hui, vous n'êtes pas tributaire de cela. Soyez cohérent par rapport à votre formulation et par rapport à vos réponses. Alors affirmer aujourd'hui que vous êtes statu quo par rapport à 2013, je dirais que non. Donc les dépenses sont moindres, les recettes également. Moi je pose légitimement la question et vous n'avez pas répondu à un certain nombre de mes questions. Mais ce n'est pas grave, vu l'heure, je ne pense pas qu'il soit très éloquent d'évoquer la chose. Je reste sur ma faim par rapport à cette ambition que vous promulgez systématiquement, vous allez revaloriser, vous allez redynamiser, vous allez concerter, vous allez créer un certain nombre de choses, mais vous ne disposez quasiment d'aucun moyen probant par rapport à la réalisation de ceci. Donc je m'interroge, et c'est légitime, pour revenir à la citoyenneté, nous sommes responsables, et nous sommes là pour représenter notre peuple, qu'il soit un groupe crépuscule ou pas, plus important ou pas, nous sommes là pour relier un certain nombre de choses, parce que notre mission avant tout, c'est de rapporter un certain nombre de faits, que ça vous plaise ou pas.

Merci Monsieur le Président.

M. le Président :

Merci Monsieur Achaoui.